



Lettre n° 198 du 4 juillet 2021

Au sommaire :

- **Tous les jours comme pour la présidentielle, une politique de classe pour le contrôle du monde du travail sur la marche de la société** - *Yvan Lemaitre*
- **Intervention d'Isabelle Ufferte à la Conférence nationale du NPA lors du débat sur l'orientation, le 26 juin 2021**

Tous les jours comme pour la présidentielle, une politique de classe pour le contrôle du monde du travail sur la marche de la société

Après que Lutte ouvrière a décidé, lors de son congrès en décembre, de présenter à l'élection présidentielle Nathalie Arthaud, que le CCR a annoncé la candidature d'Anasse Kazib, le NPA vient de décider, lors d'une conférence nationale le week-end dernier, de présenter Philippe Poutou¹. Si cela atteste d'une réelle vitalité du mouvement révolutionnaire, nous ne pouvons que regretter la division de nos forces, en particulier le choix fait par le CCR d'accentuer cette division en rompant avec le NPA pour tenter de présenter son propre candidat. Ce choix va à l'encontre des intérêts du mouvement, il ajoute la division à la division alors que la volonté de sortir de ce morcellement devrait être au centre de nos préoccupations et de notre politique.

En effet, cette vitalité du mouvement révolutionnaire masque une grande faiblesse, son incapacité à sortir du passé pour élaborer collectivement, mettre en œuvre une analyse, une compréhension de la nouvelle période, un programme et une stratégie révolutionnaire capables non seulement d'unifier leurs rangs mais d'aider aux évolutions des consciences, à la convergence des luttes et des mobilisations pour construire un large mouvement de contestation politique de la domination de l'oligarchie financière.

Malheureusement, la Conférence nationale du NPA s'inscrit dans ce processus où l'incapacité de dépasser nos limites nourrit les divisions et rivalités fractionnelles².

1 <https://nouveaupartianticapitaliste.org/videos/conference-de-presse-de-philippe-poutou>

2 <https://lanticapitaliste.org/agir/conference-nationale-presidentielle-du-npa>

Le candidat de la plus forte minorité

La candidature de Philippe n'a été approuvée que par une majorité relative de 44 % des voix. La fraction qui la portait, la section française de la Quatrième Internationale, la majorité relative qui dirige le NPA, n'ayant d'autre objectif que d'imposer sa politique et son candidat et réciproquement. Elle n'a réussi à avoir une majorité politique sur l'orientation qu'avec l'apport des voix d'autres camarades de la IV qui, eux, défendaient l'idée d'une « *campagne sans candidat* » et se sont donc abstenus sur le candidat.

La Plate-forme 2 qui portait la candidature de Philippe a refusé, à ce stade, d'associer à une équipe de porte parole comprenant Olivier Besancenot et Pauline Salingue (candidate aux régionales en Occitanie, elle aussi avec LFI) des porte-parole de courants ne partageant pas son orientation.

Philippe Poutou s'est fait le porte-parole de la liste avec LFI en Aquitaine mais il n'accepte pas des porte-parole de son propre parti !

Une direction démocratique et révolutionnaire ne devrait pas craindre d'associer à son activité, celle de tout le parti, des courants minoritaires ayant des désaccords avec elle. Ce devrait être le propre même d'une direction d'un parti censé œuvrer à l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

Pour notre part, nous ne pensons pas que Philippe, de par son engagement dans l'alliance électorale avec la LFI, puisse être le bon candidat pour porter une politique de classe indépendante de la gauche institutionnelle fût-elle radicale. Et nous ne pensons pas, au vu des discussions et échanges, que la déclaration proposée par la Pf2 et la pf4

était amendable. D'autant que l'autonomie complète des porte-parole à l'égard du reste du parti donne aux textes une valeur très relative.

Ceci dit, minoritaires, nous ne souhaitons pas faire obstacle à la politique de la plus forte minorité, nous nous sommes abstenus sur l'orientation et nous n'avons pas participé au vote pour désigner le candidat du NPA.

Politique unitaire vis à vis de la gauche de la gauche ou unité des révolutionnaires

Le NPA a donc un candidat. Tant mieux, dans le sens où le pire aurait été l'éclatement du parti mais ce candidat, son courant, sont plus soucieux de s'allier avec LFI ou les différentes composantes de la gauche de la gauche, que de rassembler les forces de leur propre parti. Cela hypothèque gravement sa crédibilité et sa capacité à aller jusqu'au bout de la bataille.

La divergence entre les deux orientations, en résumé re-composition de la gauche radicale ou unité des révolutionnaires, est clairement apparue. Ces camarades n'ont d'ailleurs pas éprouvé le besoin de définir leur attitude vis à vis de la candidature de Nathalie Arthaud placée au même niveau que celle de Mélenchon qui, tiennent-ils à préciser dans la déclaration de candidature, n'est pas leur « *adversaire* ».

Ces deux orientations forment deux lignes difficilement conciliables comme l'ont illustré le déroulement et les conclusions de la CN.

Le NPA vit un moment charnière où il va devoir se redéfinir, se refonder, se donner un programme répondant à la nouvelle période, se dégager du compromis qui a prévalu à sa fondation. Le congrès ne pourra être repoussé sine die.

La crise de direction actuelle est l'aboutissement du compromis entre la politique des partis larges et le projet de construction d'un parti des travailleurs tel que nous l'avions repris et défendu après l'appel d'Arlette Laguiller au lendemain de la présidentielle et le mouvement de décembre 1995.

Ce compromis a connu une première crise en 2012 avec le départ des camarades de la Gauche Anticapitaliste aujourd'hui dissous dans LFI, contradiction qui a continué à se développer pour déboucher sur une nouvelle étape de la crise à partir de 2018, c'est à dire après le congrès de la IV^{ème} Internationale puis celui du NPA.

Loin de faire la critique de la politique dite des partis larges à la lumière de ses échecs et de l'évolution sociale et politique après la crise de 2008-2009, le congrès de la IV s'est dégagé de la pression qu'avait, de fait, exercé le NPA pour réaffirmer cette orientation erronée qui plus est dans un contexte radicalement différent de celui qui lui avait donné le jour au lendemain de la chute du Mur.

En 2018, le congrès du NPA a vu la fraction de la IV devenir la plus forte des minorités pour s'imposer comme « majorité de travail » et mettre en œuvre sa politique en particulier par ses porte-parole totalement autonomes par rapport au NPA.

En juillet dernier, elle a engagé une politique contre les fractions, une politique de scission-exclusion. Puis, elle a pris pour cible le CCR isolé par ses méthodes antidémocratiques et proclamatoires, accentuées par le harcèlement dont il était l'objet. Les camarades de la Pf2 et de la Pf4 avaient déclaré à l'issue du dernier CPN que la CN devait enregistrer la rupture avec le CCR. Ils ont atteint leur objectif, permettre à la fraction VI^{ème} Internationale de garder la majorité pour imposer son orientation en imposant son candidat.

On ne peut que regretter que l'ensemble des fractions aient repoussé, entre temps, la discussion pour définir les bases programmatiques qui nous rassemblent aujourd'hui dix ans après la fondation du NPA, travail qui avait pourtant été décidé à la quasi majorité lors du CPN de juillet dernier !

La démarche des camarades de la section française de la IV est opposée à toute politique de rassemblement des révolutionnaires en symétrie d'une certaine façon à ce qu'elle dit reprocher aux camarades du CCR.

Elle pratique ce qu'elle prétend combattre, incapable d'accepter et de faire vivre une démocratie directe entre révolutionnaires.

Un débat public sur les perspectives du mouvement révolutionnaire

Il est évident que Philippe Poutou ne peut être le candidat d'une politique indépendante de la gauche de la gauche, de LFI, pour porter une voix de classe indépendante des institutions.

Pour tenter de dépasser ce clivage, nous avons avancé l'hypothèse de la candidature d'Olivier Besancenot qui, lui, ne symbolisait pas au même niveau l'alliance avec la LFI, avec une équipe de porte-parole de l'ensemble des sensibilités. Cette proposition a été repoussée, ce refus est politique.

La Pf2 comme la Pf4 ont voulu imposer au NPA une politique qui s'inscrit dans la perspective des re-compositions ou plutôt des décompositions dans la gauche de la gauche, en particulier pour l'après Mélenchon. Et les trois porte-parole en échappant à tout contrôle, autonomes, utilisent leur position au service de cette politique à l'image de Philippe Poutou organisant, en Aquitaine, une scission dans son propre parti pour s'allier aux régionales avec LFI.

Il y a là un profond désaccord politique.

Cette politique est une impasse et surtout ne répond pas aux besoins du mouvement ouvrier. Nos axes de campagne devraient intégrer les bouleversements engendrés par la faillite du capitalisme, dont la pandémie est une des manifestations, l'impasse historique dans laquelle il est.

Nous devons travailler à une critique socialiste du capitalisme pour le contrôle des travailleurs sur l'économie et la marche de la société, pour un autre mode de production, une autre façon de produire, le socialisme, le communisme.

Une telle orientation est incompatible avec une politique s'inscrivant dans la recomposition-décomposition de la gauche.

Ceci dit, notre propos n'est pas de faire obstacle aux décisions de la CN, nous prendrons nos responsabilités politiques au sein du NPA et du mouvement révolutionnaire dans la campagne à venir et surtout pour participer au travail des anticapitalistes et révolutionnaires afin aider le monde du travail à faire face aux tempêtes qui s'annoncent.

« Dans l'activité révolutionnaire, le changement de soi-même coïncide avec la modification des conditions » écrivait Marx³. Nous sommes devant de profondes modifications

³ L'idéologie allemande, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000.htm>

des conditions tant économiques, sociales que politiques, une transformation globalisée de notre environnement qui bousculent les relations militantes, humaines, sociales et en conséquence les idées. La campagne de la présidentielle sera un moment important de ces transformations dans un contexte social explosif, le mouvement révolutionnaire sera contraint de se transformer lui-même.

La campagne avec trois candidats anticapitalistes et révolutionnaires potentiels sera l'occasion d'un large débat public à travers lequel nous voulons espérer que s'écrivent de nouvelles convergences pour penser et faire vivre une stratégie révolutionnaire répondant aux exigences de la situation.

Yvan Lemaitre

Intervention d'Isabelle Ufferte à la Conférence nationale du NPA lors du débat sur l'orientation, le 26 juin 2021

Nous échanges autour de la présidentielle et de ce que nous voulons y porter se tiennent alors que vient d'être publié un nouveau rapport du GIEC qui, à lui seul, donne la mesure des défis auxquels l'humanité, le monde du travail, la jeunesse doivent faire face. Il ne s'agit pas de demain, de perspectives lointaines, d'un supplément d'âme révolutionnaire. C'est aujourd'hui.

L'accélération, l'imminence de la faillite capitaliste a des conséquences très concrètes pour l'immense majorité de la population à travers le monde, des conséquences sociales, économiques, écologiques et démocratiques.

L'offensive des classes dominantes pour tenter de maintenir les profits d'une ultra minorité condamne des milliards de personnes à la misère, au dénuement, aux guerres, aux catastrophes climatiques et sanitaires. La pandémie qui n'en finit pas en est une illustration qui en annonce malheureusement très probablement bien d'autres.

Et pour faire face aux explosions de révoltes, de colère qui ne peuvent qu'amplifier, pour tenter de maintenir leur « ordre » ou plutôt leur anarchie, les classes dominantes ont partout recours à la brutalité et aux forces réactionnaires. De Bolsonaro à Orban, Trump pas parti bien loin ou Le Pen et ses rivaux au gouvernement ou ailleurs en France, le danger de l'extrême-droite et de la droite extrême, la possibilité qu'elle soit demain au pouvoir dans des pays comme la France, parmi les plus épargnés de la planète, donne la mesure de la situation. Et ceux qui voudraient se rassurer du résultat des régionales risquent fort d'être bien vite ramenés à la réalité.

Mais il ne peut y avoir de lutte contre l'extrême-droite sans contestation de la domination capitaliste et de ses institutions.

La déroute globale du capitalisme ou la nécessité d'un autre mode de production

La guerre de classe s'intensifie. Des camarades, en particulier des plateformes 2 et 4, insistent dans les débats sur le rapport de forces dégradé. C'est vrai, mais ce qui l'est

tout autant c'est que les conditions objectives de la révolution mûrissent de façon accélérée. La question n'est pas de dire que nous sommes en période révolutionnaire ou « prérévolutionnaire » mais des processus révolutionnaires sont bel et bien inscrits dans les évolutions en cours. Ils ont déjà commencé.

C'est de cela qu'il nous faut d'urgence prendre la mesure pour définir notre orientation pour la présidentielle et bien au-delà, définir nos axes de campagne et décider du « casting » qui n'est pas une question de personne mais une question politique.

Et le débat est que voulons-nous porter, quelles sont nos perspectives, nos orientations politiques ?

A l'heure où les élections régionales ont démontré une nouvelle fois la décomposition politique qui touche de plein fouet tous les partis institutionnels, toutes les forces qui aspirent à gérer les affaires de la bourgeoisie, à l'heure où la gauche dans ses différentes compositions-recompositions-décompositions n'en finit pas de se défaire, d'exploser, de se répandre, où le candidat PCF choisit la sécurité et le « maintien de l'ordre » comme axe de campagne et participe au défilé de soutien à la police à côté des Zemmour, Le Pen ou Darmanin, où Mélenchon nous fait manger de la République matin, midi et soir, encadré de ses lieutenants Guetté et Bompard chargés de son programme ou Quatennens... A l'heure où certains ne pensent qu'à essayer de se survivre alors que de nombreux autres ne pensent qu'à l'après, en particulier l'après-Mélenchon... où nous situons nous, quelles sont nos perspectives, à quoi voulons-nous participer, une « *refondation anticapitaliste* » avec une partie de LFI, à la reconstruction d'une « *représentation politique des exploités et opprimés* » comme nous y appellent la P2 et la P4 ? Ou bien au regroupement des anticapitalistes révolutionnaires dans la perspective de la construction d'un parti révolutionnaire pour appeler les travailleurs et la jeunesse non pas à se faire représenter mais à postuler eux-mêmes au contrôle de la société, de l'économie, à poser la question de l'ur-

gence de changer de mode de production et d'échanges. Pas pour un autre siècle, aujourd'hui.

Les économistes de la bourgeoisie eux-mêmes posent la question, tel Artus, de la fin ou pas du capitalisme.

Au cœur de la présidentielle, la question du pouvoir

Nous ne pouvons continuer à contourner la question du programme, qui ne peut être seulement la réactualisation du programme de transition. Il nous faut nous en approprier la méthode pour prendre la mesure ensemble des données profondément bouleversées de la période et en dégager des axes pour aujourd'hui.

La présidentielle, moment où la question du pouvoir est posée à grande échelle, peut et doit être l'occasion pour les révolutionnaires de porter nos perspectives, un programme faisant le lien entre les exigences immédiates du monde du travail et des classes populaires (salaires, chômage, féminisme, écologie...) et la contestation de la propriété capitaliste, de l'exploitation. Un programme qui porte la perspective socialiste et communiste, un « *plan des mesures transitoires du capitalisme au socialisme* » disait Trotsky.

Ce débat a été laissé en friche depuis le début du NPA, et il a continué à être soigneusement évité malgré le vote très majoritaire d'une motion au CPN il y a exactement un an, que nous avons soumise pour impulser ce débat indispensable sur la période et l'élaboration d'un programme. Il nous rattrape aujourd'hui, dans l'urgence, la politique a horreur du vide.

Il ne nous suffit pas de dénoncer le capitalisme, comme il ne suffit pas de porter quelques « *mesures emblématiques* » censées nous différencier de la gauche de gouvernement, telle la question de l'immigration, pour faire face aux responsabilités qui sont aujourd'hui les nôtres, celles des révolutionnaires. Nos axes de campagne doivent intégrer les bouleversements que provoque la faillite capitaliste, faire une critique socialiste du capitalisme.

Face à la régression économique, sociale et politique, à la crise écologique majeure engendrées par la course au profit et la concurrence capitaliste mondialisée, nous voulons faire entendre une voix en rupture avec la gauche institutionnelle et ses différents morceaux dont les calculs et les contorsions, l'opportunisme désarment et écœurent une très grande majorité de notre classe, de la jeunesse.

Nous entendons porter la révolte contre cet ordre social insupportable. Cette révolte qui secoue la planète depuis en particulier les révolutions arabes. Une révolte dont les travailleurs, les classes populaires, la jeunesse, les femmes sont les forces motrices, mettant en cause les inégalités insupportables et exigeant une démocratie réelle et directe. Ces mouvements ouvrent des perspectives politiques nouvelles. Un nouveau monde est en train de naître en leur sein, qui prend conscience de lui-même à travers ces affrontements.

Le besoin d'égalité, de dignité, de coopération et d'entraide, d'en finir avec la misère, la pauvreté, la brutalité des

classes dominantes et de leurs États, l'aspiration à prendre soi-même ses affaires en main impriment les luttes des exploités, toute la période, portant la nécessité d'en finir avec la dictature de la finance.

C'est cela que devrait exprimer une déclaration commune issue de cette CN, notre programme pour la Présidentielle, en déclinant les différents points, de la nécessité d'un service public national de la santé pour faire face à l'urgence sanitaire, d'un monopole public bancaire aux mesures immédiates nécessaires pour lutter contre la misère, le chômage et la précarité... jusqu'au combat contre les oppressions, la démagogie réactionnaire, pour l'émancipation.

L'ensemble de ces exigences posent la nécessité de réorganiser l'économie en fonction des besoins des travailleurs et de la population sous leur propre contrôle, la nécessité d'une planification démocratique pour enrayer tant la catastrophe économique et sociale qu'écologique.

Et elles portent en germe la perspective d'un gouvernement des travailleurs et des classes populaires, leur nécessaire coopération à l'échelle européenne et internationale.

Une politique pour l'unité des anticapitalistes et révolutionnaires

Populariser ce programme, faire le lien entre les exigences immédiates que portent les luttes des opprimés et des exploités, de la jeunesse et des travailleurs dans le monde entier et la perspective socialiste et communiste ne peut se faire sans avoir une politique pour l'unité des anticapitalistes et révolutionnaires, en France comme à l'échelle internationale. Et pour ce qui nous concerne plus directement et immédiatement, sans intégrer dans nos préoccupations, nos perspectives, notre politique Lutte Ouvrière dont, soit dit en passant, mais ce n'est pas un détail, les scores aux régionales (320 000 voix) sont un des symptômes, très modestes certes mais bien réels, des évolutions au sein du monde du travail. Surtout si on les compare à ceux de LFI, quels qu'aient été les configurations locales opportunistes que cette dernière ait choisies avant de se rallier, du moins partout où on a bien voulu d'elle... aux listes d'unions de la gauche.

Alors je le redis, la question n'est pas celle du casting, celui-ci découlera sans difficulté des orientations que nous voulons porter. La question est celle de notre compréhension de la période, de l'évolution du capitalisme, de notre compréhension de l'état de la lutte de classe, des dynamiques en cours et du rôle que peut jouer notre classe face à la catastrophe annoncée.

Il ne s'agit pas de faire ou pas des pronostics mais de nous mettre en situation de répondre à la seule hypothèse qui nous intéresse, celle de la contestation de la domination capitaliste par notre classe et de formuler un programme pour y répondre et porter la perspective de la transformation révolutionnaire de la société.

Isabelle Ufferte